

Ni gouvernement des racistes, ni gouvernement d'alliance avec Macron !

La participation au premier tour des élections législatives a augmenté : 66,7 % contre 47,5 % en 2022, mais environ 3 millions de travailleurs de ce pays sont privés du droit de vote, car étrangers.

Le parti fascisant RN et la fraction Ciotti de LR, rassemblent 10,6 millions de voix, 33,2 % des inscrits. Le RN en avait obtenu 4,2 millions en 2022. L'alliance macroniste Ensemble ne récolte plus que 21,6 % des voix au lieu de 26,2 % en 2022. Quant à ce qu'il reste des LR, c'est la poursuite de la chute avec 7,2 % des voix contre 10,4 % en 2022.

Le Nouveau Front populaire, conclu à la hâte entre des partis bourgeois (PP et EELV) et des partis issus du mouvement ouvrier (PS, PCF, LFI) sur un programme qui se garde bien d'attaquer réellement le capitalisme passe de 5,8 millions de voix en 2022 à 9 millions de voix, mais il est loin de pouvoir prétendre avec 28,1 % à la majorité de députés le 7 juillet.

Dans le monde entier, le capitalisme pourrissant nourrit la réaction, la désignation d'une minorité comme bouc émissaire. Il tend à appauvrir et précariser non seulement les prolétaires, mais aussi à menacer de déclassement des couches entières des travailleurs indépendants des villes et des campagnes.

Pour s'y opposer, les masses n'ont pas eu de perspective crédible pour s'attaquer au capitalisme. Au gouvernement, les partis « socialiste » ou « communiste » se sont mis au service du capitalisme français, de la minorité exploiteuse, sous Hollande, Jospin et Mitterrand. En plus, en 2002, en 2017 et en 2022, les partis réformistes avaient appelé à voter pour Chirac puis pour Macron, ce qui a accredité l'idée que le FN-RN était la seule opposition.

Quant aux bureaucraties syndicales, non seulement elles ont aussi appelé à voter Macron, mais ont accepté le « dialogue social » avec lui, c'est-à-dire de discuter de ses contre-réformes. Puis l'Intersyndicale a empêché la grève générale en 2023 lors de la mobilisation en défense des retraites, conduisant à la défaite. C'est cela qui pousse de larges masses soit dans la démoralisation, soit dans les bras d'un parti fascisant, déversoir de toutes les frustrations accumulées, dirigeant le mécontentement contre les travailleurs étrangers.

D'un côté, le RN, qui s'était déjà opposé à la hausse du smic, abandonne à grande vitesse tous les hochets qu'il avait brandi pour attraper les gogos, comme le retour à la retraite à 60 ans ou l'augmentation du pouvoir d'achat. Propulsé depuis des années par une poignée de capitalistes comme Bolloré, il négocie en coulisses depuis plusieurs mois avec les représentants du grand capital tout entier. Ciotti s'y emploie. Par contre, le FN-RN fait plus que jamais

campagne sur le racisme, pour diviser la classe ouvrière, pour en terroriser une partie.

Quel que soit le résultat, le RN se démènera pour la démission de Macron. Même sans majorité absolue à l'Assemblée nationale, il peut chercher à gouverner tout de suite en débauchant d'autres LR.

De l'autre côté, le président, le principal parti écologiste, les partis réformistes et les principales centrales syndicales (CFDT, CGT) ont pris l'initiative de constituer un « front républicain » contre le RN et tenter demain de former une majorité de gouvernement alliant les macronistes, une partie de LR, EELV, le PS, en écartant LFI.

La remise en selle de Hollande comme la suspension du décret durcissant les règles de l'assurance chômage sont là pour faciliter cette manœuvre. Dès le soir du 1^{er} tour, tous les dirigeants du NFP ont appelé au front républicain et aux désistements pour les partis bourgeois « démocratiques » (dont Borne ou Darmanin !). Au bout du compte, le NFP aura retiré 125 de ses candidats au profit des macronistes ou de LR.

Ruffin vient de quitter LFI. Macron, Attal, Bertrand, Tondelier, avec le renfort de Hollande et de Roussel, préparent un gouvernement du « front républicain » sans RN, ni LFI. Inévitable à court terme, il ne ferait que faciliter la démagogie de Bardella et Le Pen.

La classe ouvrière est donc à nouveau totalement piégée dans le cadre électoral du second tour. Elle ne peut accepter de faire les frais ni d'un gouvernement fascisant de la famille Le Pen, ni d'un gouvernement de front républicain avec Macron.

Place au front unique de toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, de toutes les organisations d'opprimés contre Macron et Le Pen : Pas une voix pour les partis bourgeois ! Mobilisation contre les partis racistes (RN, Reconquête) et les groupes fascistes ! Création de comités d'action dans les entreprises et les administrations, les lieux de formation et d'habitation ! Coordination et centralisation des comités d'action !

Pour un programme d'action du prolétariat : Abrogation des lois et décrets réactionnaires de Macron ! Indexation des salaires sur l'inflation et suppression des taxes sur la consommation populaire ! Expropriation des groupes capitalistes ! Licenciement des corps de répression et de l'armée de métier, armement du peuple ! Libre circulation des réfugiés, étudiants et des travailleurs ! Suppression de la présidence et du Sénat ! Indépendance de la Kanaky ! Gouvernement ouvrier, États-Unis socialistes d'Europe !



3 juillet 2024